



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 14-17 novembre 2022

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 3 octobre 2022	WFP/EB.2/2022/7-A/2*
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
* <i>Nouvelle parution pour raisons techniques le 10 novembre 2022</i>	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Équateur (2023-2027)

Durée	1 ^{er} janvier 2023-31 décembre 2027
Coût total pour le PAM	144 353 752 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Au cours de la dernière décennie, l'Équateur a accompli des progrès considérables dans la lutte contre la pauvreté. Toutefois, ces avancées ont été compromises. La chute des prix du pétrole, des phénomènes météorologiques extrêmes, des tremblements de terre et l'arrivée massive de réfugiés et de migrants, auxquels se sont ajoutées les retombées socioéconomiques de la pandémie de maladie à coronavirus 2019, ont fait partie des événements qui ont attisé une grave crise sociale et économique.

Entre 2019 et 2021, l'augmentation de la pauvreté de 11,0 points de pourcentage – 1,1 million de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté et 2,0 millions de personnes sont désormais en situation d'insécurité alimentaire – et le double fardeau de la malnutrition (un enfant sur quatre souffre de malnutrition chronique et six personnes sur dix sont en surpoids ou obèses) ont placé l'Équateur face à un large éventail de problèmes multidimensionnels.

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Amérique latine et Caraïbes
courriel: lola.castro@wfp.org

M. M. Perrone
Directeur de pays
courriel: matteo.perrone@wfp.org

Le présent plan stratégique de pays a été élaboré en tenant compte de ces problèmes, des lacunes relevées dans l'action menée pour éliminer la faim, des priorités nationales, et des avantages comparatifs du PAM en tant que partenaire stratégique. Le plan stratégique vise principalement à faire reculer la faim et la malnutrition, à assurer la sécurité alimentaire et à favoriser la mise en place de systèmes alimentaires durables, équitables et inclusifs. Les principales possibilités recensées ont conduit à définir les effets directs suivants dans le plan stratégique de pays:

- *Effet direct 1:* Compte tenu de la mobilité humaine sous toutes ses formes, les personnes en situation de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire en Équateur peuvent satisfaire leurs besoins essentiels, et créer ou renforcer leurs moyens d'existence avant, pendant et immédiatement après les situations d'urgence, les catastrophes et les crises prolongées.
- *Effet direct 2:* Les personnes vulnérables, en particulier dans les 1 000 premiers jours de leur vie, les filles et les garçons d'âge scolaire et les adolescents peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires, nutritionnels et autres besoins essentiels à tous les stades de la vie, ce qui renforce le capital humain en Équateur.
- *Effet direct 3:* Les communautés vulnérables, les agriculteurs familiaux et les acteurs concernés des filières alimentaires en Équateur tirent profit de systèmes alimentaires plus durables, plus inclusifs et plus sains et d'une résilience renforcée face aux changements climatiques et aux autres chocs et facteurs de perturbation, tout au long de l'année.
- *Effet direct 4:* Les institutions publiques et les partenaires multilatéraux en Équateur bénéficient de services qui facilitent une exécution efficace, transparente et efficiente de leurs opérations tout au long de l'année.

Les interventions ont été conçues en tenant compte des priorités transversales que sont l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, la durabilité environnementale, la responsabilité à l'égard des populations touchées, l'intégration de la question de la nutrition, le renforcement des capacités, la prise en compte des groupes ethniques, et l'innovation.

Le PAM travaillera en étroite coordination stratégique et opérationnelle avec les institutions locales et nationales, d'autres organismes des Nations Unies, des établissements universitaires, des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile, et des partenaires de l'action humanitaire et du développement, en promouvant des alliances bilatérales avec d'autres acteurs de la communauté humanitaire pour obtenir les effets directs définis dans le plan stratégique de pays et contribuer activement à éliminer la faim et la malnutrition en Équateur.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Équateur (2023-2027) (WFP/EB.2/2022/7-A/2), pour un coût total pour le PAM de 144 353 752 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. L'Équateur est un pays d'Amérique du Sud qui s'étend sur 283 560 kilomètres carrés et compte 17,5 millions d'habitants¹. Ce pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure affiche un indice de développement humain (IDH) de 0,759, ce qui le classe au 86^e rang sur 189 pays, et un niveau d'égalité femmes-hommes moyen à élevé selon l'IDH². Le score tombe à 0,616 une fois corrigé de l'inégalité entre les sexes et en 2019, l'indice d'inégalité de genre s'établissait à 0,384^{3, 4}.
2. Le pays a connu une période de prospérité entre 2004 et 2014, mais la chute des cours internationaux du pétrole en 2014, un tremblement de terre en 2016, les répercussions récentes de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et divers autres facteurs ont contribué à aggraver la crise sociale et économique.
3. Les répercussions de la pandémie ont été considérables. Entre mars et décembre 2020, l'économie s'est contractée de 6,4 pour cent et l'emploi a reculé de 6,9 pour cent, avec des conséquences pour 6,7 pour cent des femmes et 3,7 pour cent des hommes. Les pertes économiques se sont élevées à 16,4 milliards de dollars (16,6 pour cent du produit intérieur brut nominal)⁵. Le taux de pauvreté est passé de 25,5 pour cent à 36,2 pour cent entre juin 2019 et juin 2021, et 1,1 million de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté. Les garçons, les filles, les adolescents et les femmes des groupes des peuples autochtones et de la population rurale ainsi que les populations migrantes sont les plus touchés. L'indice de Gini est passé de 0,478 à 0,493 dans la même période, marquant un creusement des inégalités⁶.
4. Six femmes sur dix ont subi une forme ou l'autre de violence sexiste au cours de leur vie, dans le cadre scolaire ou universitaire, professionnel, social, familial ou conjugal, 35,4 pour cent d'entre elles ayant été victimes de violences physiques, 43,1 pour cent de violences psychologiques, 32,4 pour cent de violences sexuelles, et 16,4 pour cent de violences économiques ou patrimoniales⁷.

¹ Sur cette population totale, 50,4 pour cent sont des femmes et des filles (dont 4 millions en âge de procréer) et seules un peu plus de 2 millions de personnes exercent une activité économique, d'après l'analyse commune de pays de 2021 menée par l'équipe de pays des Nations Unies en Équateur. Soixante-cinq pour cent des Équatoriens se considèrent comme métisses, 13,0 pour cent comme autochtones, 7,2 pour cent comme afrodescendants, 7,4 pour cent comme Montubios, et 19 pour cent comme blancs. Institut national de statistique et de recensement. 2010. *Censo de Población y Vivienda*. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. [Région des Amériques et des Caraïbes, Équateur](#).

² Avec un indice de développement de genre égal à 0,967. Cet indice mesure les inégalités entre les sexes selon trois dimensions de base: la santé, l'éducation et le contrôle sur les ressources économiques.

³ L'indice d'inégalité de genre rend compte des écarts de développement humain dus aux inégalités entre les femmes et les hommes en matière de santé procréative, d'avancement et d'activité économique.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement. 2020. *Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière. Le développement humain et l'Anthropocène*. Annexe tableau A7.1 Équateur.

⁵ Gouvernement équatorien. 2021. *Plan de Creación de oportunidades 2021-2025*.

⁶ Institut national de statistique et de recensement. 2021. *Boletín Técnico N° 09-2021 Encuesta Nacional de Empleo, Desempleo y Subempleo (ENEMDU), junio 2021 – Pobreza y Desigualdad*.

⁷ Institut national de statistique et de recensement. 2019. *Encuesta nacional sobre relaciones familiares y violencia de género contra las mujeres*.

5. L'Équateur est considéré comme un pays à risques multiples, exposé aux phénomènes climatiques, météorologiques et géologiques, tels que glissements de terrain, éruptions volcaniques, feux de forêt, inondations, sécheresses, tremblements de terre et tsunamis. L'impact des situations d'urgence varie selon les groupes démographiques et se répercute plus ou moins gravement sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles, en fonction de facteurs comme la situation économique, l'appartenance ethnique, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, la mobilité humaine, et l'origine urbaine ou rurale⁸.
6. L'Équateur est aussi un pays d'origine, de transit et de destination de migrants. Il compte le troisième plus grand nombre de réfugiés et de migrants en provenance du Venezuela, soit 508 935 personnes en octobre 2021⁹. Les femmes et les filles réfugiées ou migrantes sont exposées de manière disproportionnée au risque de violences sexistes, notamment en lien avec la prostitution comme moyen de survie et les violences psychologiques, patrimoniales ou sexuelles¹⁰.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. L'Équateur s'est fermement engagé en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été adopté comme une politique publique nationale et est pris en compte dans les plans de développement nationaux pour 2017-2021 et 2021-2025. Deux examens nationaux volontaires sur la mise en œuvre du Programme 2030 ont été présentés au forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable en 2018 et 2020. La politique sur le développement durable est complétée par la mise en place d'une plateforme qui permet de suivre l'avancement de sa mise en œuvre.
8. Le pays avait accompli d'immenses progrès sur la voie de la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable (ODD) lorsque la pandémie de COVID-19 est survenue, entraînant une régression considérable, en particulier concernant les ODD 1, 2 et 10, et exacerbant les problèmes existants¹¹.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

9. *Accès à l'alimentation.* En Équateur, la plupart des ménages peuvent satisfaire leurs besoins énergétiques alimentaires, mais 50 pour cent n'ont pas accès aux aliments nutritifs faute de moyens économiques suffisants¹². Cette situation est liée aux disponibilités locales, au coût des produits alimentaires et au pouvoir d'achat des ménages. Les inégalités en matière d'accès économique à la nourriture varient selon la zone géographique et le quintile économique: l'accès est beaucoup plus difficile pour les habitants des zones rurales¹³. La surface de terres exploitées par l'agro-industrie a augmenté aux dépens de la surface de terres consacrées aux cultures de base, ce qui a durablement affaibli les réseaux de commercialisation locaux et limité l'accès des communautés vulnérables à la nourriture¹⁴.

⁸ Fonds des Nations Unies pour la population et Secrétariat à la gestion des risques. 2019. *Violencia Basada en Género en Emergencias. Manual de capacitación*.

⁹ Plateforme de coordination interorganisations pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. *Refugees and Migrants from Venezuela*.

¹⁰ Équipe de pays des Nations Unies. 2021. Analyse commune de pays.

¹¹ Ibid.

¹² Un régime alimentaire nutritif est un régime qui satisfait les besoins en énergie et en protéines et ceux relatifs à 13 micronutriments essentiels. Il se compose de légumes, de fruits, de haricots et autres légumineuses, d'œufs, de viande et de poisson, de produits laitiers, de racines et de grains entiers et transformés.

¹³ PAM. 2020. *Cerrando la brecha de nutrientes en Ecuador*.

¹⁴ Conseil latino-américain des sciences sociales. F. Hidalgo. 2020. *Problemática alimentaria y crisis sanitaria en Ecuador*.

10. *Élimination de la malnutrition.* L'Équateur présente la deuxième prévalence la plus élevée de la malnutrition chronique chez les enfants, dans la région Amérique latine et Caraïbes: un enfant de moins de 5 ans sur quatre souffre de malnutrition chronique, les taux étant encore plus élevés chez les enfants âgés de 0 à 24 mois (27,2 pour cent en 2018 contre 24,8 pour cent en 2014¹⁵). Ces taux alarmants de malnutrition infantile sont liés aux taux de grossesse élevés chez les filles et les adolescentes: chaque jour, cinq filles de moins de 14 ans et 136 autres âgées de 15 à 19 ans deviennent mères.
11. Le taux d'insécurité alimentaire grave ou modérée relatif aux ménages ayant des enfants et des adolescents est passé de 50,9 à 57,7 pour cent entre octobre et mai 2021¹⁶, et 2 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave¹⁷. L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les populations autochtones, les populations concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine (déplacement, migration, réinstallation planifiée)¹⁸, les habitants des zones rurales, les ménages monoparentaux dirigés par une femme¹⁹, et les hommes et les femmes dans toute leur diversité²⁰. Le double fardeau de la malnutrition touche également de nombreux ménages, six adultes sur dix étant en surpoids ou obèses²¹. La disponibilité et l'accessibilité croissantes des aliments transformés favorisent une alimentation trop riche en glucides raffinés et en lipides, mauvaise pour la santé.
12. *Productivité et revenu des exploitants familiaux.* Bien qu'elle fournisse 60 pour cent des produits alimentaires du pays, l'agriculture familiale pâtit de la faible productivité, des coûts de production élevés, des capacités commerciales inadéquates et des difficultés d'accès aux moyens de production (terre, eau, capitaux, technologies et innovation) et aux services (assistance financière et technique)²². Les chocs et les facteurs de perturbation d'ordre climatique qui touchent les écosystèmes et la biodiversité amplifient les tensions subies par les agriculteurs qui ne peuvent pas s'adapter. Les zones rurales de l'Équateur où l'agriculture familiale prédomine se caractérisent par des taux de pauvreté élevés et une extrême pauvreté multidimensionnelle. Sur les 747 140 femmes qui travaillent dans le secteur de la

¹⁵ La prévalence de la malnutrition chronique est plus élevée chez les enfants vivant en zone rurale, dans la population autochtone et dans les régions de l'Amazonie et de la Sierra. Les taux de malnutrition chronique des enfants autochtones sont presque le double de ceux des enfants appartenant aux populations métisse et blanche. Les revenus des ménages, l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que les conditions de vie des filles et des femmes enceintes figurent parmi les principaux facteurs de malnutrition relevés. Institut national de statistique et de géographie. 2018. *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición – ENSANUT*; Gouvernement équatorien. 2021. *Plan de Creación de oportunidades 2021-2025*.

¹⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2021. *Encuesta nacional sobre el bienestar de los hogares ante la pandemia de Covid-19 en el Ecuador (Encovid-EC)*.

¹⁷ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds international de développement agricole, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la Santé et PAM. 2021. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*.

¹⁸ En 2021, 458 000 migrants en provenance du Venezuela étaient en situation d'insécurité alimentaire, et environ 12 pour cent d'entre eux étaient privés d'accès régulier à la nourriture. Plateforme de coordination interorganisations pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. 2021. *Regional Refugee and Migrant Response Plan. January-December 2021*.

¹⁹ Institut national de statistique et de recensement. 2018. *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición – ENSANUT*.

²⁰ Pendant les confinements liés à la pandémie de COVID-19, 55 pour cent des femmes étaient en situation d'insécurité alimentaire légère ou modérée, contre 22 pour cent des hommes. C. Viteri-Robayo, P. Iza-Iza et C. Moreno-Mejía. 2020. *Inseguridad alimentaria en hogares ecuatorianos durante el confinamiento por COVID-19*. *Revista de Investigación y Desarrollo*, vol. 12, p. 9 à 15.

²¹ La prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants âgés de 5 à 11 ans est passée de 29,9 pour cent en 2014 à 35,4 pour cent en 2018. Les deux phénomènes touchent tous les quintiles économiques, toutes les zones géographiques et tous les groupes ethniques de la même façon. PAM. 2020. *Cerrando la brecha de nutrientes en Ecuador*.

²² Institut d'études équatoriennes. Équipe de recherche coordonnée par E. Daza. *Estudio para una línea base para la implementación del Decenio de las NNUU de la Agricultura Familiar en Ecuador*.

production agricole, 86,3 pour cent ne sont pas rémunérées²³. La plupart des femmes n'ont pas les ressources nécessaires pour améliorer leur système de production et obtenir un revenu suffisant pour leur famille. Elles effectuent aussi les tâches ménagères, ce qui accroît leur charge de travail et limite leurs perspectives de formation et d'entrepreneuriat.

13. *Systèmes alimentaires durables.* À l'heure actuelle, compte tenu des incidences des phénomènes destructeurs d'origine naturelle, anthropique et sociale, de l'accès difficile à une alimentation nutritive, des connaissances limitées, des taux d'insécurité alimentaire élevés, de la malnutrition (y compris le surpoids et l'obésité) et du partage inégal des travaux domestiques non rémunérés, les systèmes alimentaires ne permettent pas d'éliminer la faim en Équateur. En 2021, le Gouvernement a lancé des concertations à l'échelle nationale pour établir une feuille de route relative à la transformation conduisant à la mise en place de systèmes alimentaires durables et résilients, qui a été présentée au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Il en est ressorti une vision exigeante de systèmes alimentaires efficaces, fondée sur des modes de production, de transformation et de consommation durables, qui allient traçabilité, conditions de travail adéquates, accès au crédit et à l'assurance agricole, irrigation, innovation technologique à bas coût, reconnaissance des savoirs traditionnels, connexion à Internet, formation de base et formation professionnelle, et assistance technique.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

14. L'Équateur encourage les partenariats pour renforcer la convergence politique, la complémentarité et la collaboration propices à la réalisation des objectifs nationaux²⁴. Dans ce contexte, le PAM est devenu un allié stratégique pour la réalisation de l'ODD 2 et il aide le pays à établir des partenariats. Dans le cadre du plan stratégique de pays (PSP) précédent, il a renforcé la collaboration et l'assistance technique en matière de conception et de mise en œuvre des instruments de politique publique, produit des éléments factuels et consolidé à tous les niveaux la capacité des institutions nationales à faire face aux situations de crise et d'urgence, tout en fournissant à ses partenaires gouvernementaux et multilatéraux des services d'appui pour les populations vulnérables. Les principaux domaines d'action étaient notamment l'apport d'un soutien aux agriculteurs familiaux, en particulier les femmes, l'intégration de dispositions et d'activités à dimension nutritionnelle dans les programmes de protection sociale et le système national, et la résilience et l'adaptation aux changements climatiques.
15. Les alliances avec des partenaires gouvernementaux, d'autres organismes des Nations Unies, des partenaires coopérants et des donateurs ont joué un rôle central dans les progrès accomplis. Le recensement des complémentarités thématiques a permis d'améliorer la collaboration interorganisations et de relever les défis posés par l'accueil des migrants vénézuéliens et par la crise due aux effets de la pandémie. Les communautés de l'action humanitaire et du développement ont largement tiré parti des avantages comparatifs du PAM, puisque celui-ci a notamment dirigé les groupes de travail sur la sécurité alimentaire et sur les transferts de type monétaire, codirigé le module de la nutrition, et participé aux travaux interorganisations portant sur l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la malnutrition chronique chez les enfants, l'inclusion de menus équilibrés sur le plan nutritionnel dans les programmes de protection sociale associés aux interventions d'urgence, le renforcement des modèles d'alimentation scolaire décentralisés, et les stratégies visant à privilégier la problématique femmes-hommes et la prévention de la grossesse chez les adolescentes.

²³ Institut d'études équatoriennes. 2021. *Recuperando la fuerza de las agendas agrarias hacia el encuentro por la transformación agroalimentaria.*

²⁴ Secrétariat national de la planification. 2019. *Informe de avance del cumplimiento de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible.*

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim²⁵

16. Le pays étant confronté à de multiples risques de catastrophes, une gestion globale des risques s'impose, avec une capacité renforcée des services nationaux d'approvisionnement, si l'on veut pouvoir sauver les vies en situation d'urgence; en outre, pour réduire la vulnérabilité, il convient de rétablir rapidement et en temps opportun des moyens d'existence durables propices au redressement et à la résilience de la population face aux chocs. L'adoption d'une approche renforcée de la prévention qui s'appuie sur la préparation, l'alerte rapide et la coordination est également essentielle.
17. L'un des problèmes les plus graves auxquels l'Équateur est confronté est la malnutrition chronique chez les enfants. Le plan national de développement définit clairement un objectif à atteindre pour réduire la malnutrition, mais il est aussi essentiel de mobiliser des ressources stables et suffisantes, de promouvoir des partenariats à tous les niveaux et de privilégier les interventions à dimension nutritionnelle dans le système national de protection sociale. Pour remédier aux problèmes engendrés par le double fardeau de la malnutrition, il convient d'améliorer l'accès économique des familles à une nourriture nutritive et diversifiée, et la disponibilité de celle-ci. Il faut appliquer une approche globale ayant pour objectif de combler les lacunes des capacités institutionnelles et des politiques publiques. Cette approche doit favoriser les filières inclusives et les stratégies d'éducation alimentaire et nutritionnelle qui confortent l'environnement scolaire, ainsi que promouvoir une participation équitable aux soins et aux tâches ménagères non rémunérés, y compris dans le cadre d'une prise en charge responsable de la parentalité par les pères, et des modes de vie sains.
18. Les risques climatiques menacent gravement la durabilité des systèmes alimentaires, en particulier ceux auxquels participent les petits exploitants agricoles et les populations autochtones, qui ont toujours pâti d'un accès limité à l'information, aux moyens de production, aux énergies propres et abordables, et aux services financiers et non financiers. L'apport d'une assistance technique et opérationnelle, le partage de connaissances, la production de données factuelles et le renforcement des capacités figurent parmi les défis à relever pour soutenir les politiques publiques, donner la priorité aux investissements d'adaptation, ainsi que planifier et dispenser des services permettant d'assurer la résilience des communautés vulnérables.
19. L'élimination de la faim exige la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs, résilients et durables. L'assistance technique en faveur des agriculteurs familiaux et des acteurs concernés des filières alimentaires, l'accès aux ressources, les technologies, les informations sur les marchés, les cultures à forte valeur nutritionnelle et les circuits de production courts qui ouvrent des débouchés sur les marchés publics et privés contribuent à renforcer la cohésion sociale horizontale et verticale, à revitaliser les économies locales et à ouvrir de larges perspectives de croissance économique, tout en promouvant le renouvellement générationnel sur le terrain.

²⁵ Selon les données tirées de l'analyse commune de pays de 2021, et d'évaluations à mi-parcours et d'évaluations finales du PSP pour 2017-2021.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

20. Le PSP pour 2017-2021 était cohérent avec les priorités du Gouvernement dans quatre domaines essentiels: l'assistance alimentaire en faveur des populations vulnérables, des personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine, et des communautés d'accueil; la mise en relation des petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, avec de nouveaux marchés; le renforcement des capacités des communautés et des pouvoirs publics en matière d'adaptation aux changements climatiques et de réduction de l'insécurité alimentaire; et le développement des capacités gouvernementales en matière de protection sociale, en tenant particulièrement compte de la question transversale des inégalités femmes-hommes et intersectionnelles.
21. Plusieurs crises ont éclaté lors de la mise en œuvre du PSP: l'arrivée de grands flux de migrants vénézuéliens, la pandémie de COVID-19 et plusieurs catastrophes météorologiques, telles que des inondations et des épisodes de sécheresse. Ces crises ont nécessité une réorientation stratégique rapide du PSP afin que le PAM puisse intervenir efficacement avec d'autres acteurs.
22. Pour faire face à la pandémie, le PAM a mis en œuvre une double stratégie visant, d'une part, à remédier à l'insécurité alimentaire dans le cadre des systèmes nationaux de protection sociale et, d'autre part, à fournir aux autres organisations une formation et des services en matière d'entreposage, de transport et de logistique de manière à améliorer leur aptitude à intervenir en situation d'urgence. Son savoir-faire a ainsi été reconnu dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la protection sociale à dimension nutritionnelle et de la logistique.
23. Un examen à mi-parcours du PSP a été effectué au début de l'année 2020. Dans une évaluation complète du PSP menée à la fin de l'année 2021, certaines recommandations ont conduit à axer l'élaboration du nouveau PSP sur les aspects suivants: le renforcement des programmes de protection sociale et des capacités d'intervention du Gouvernement; l'exploitation du positionnement stratégique du PAM pour produire des éléments factuels; l'obtention d'impacts sur les politiques publiques; l'affinement de l'approche de la prévention de la malnutrition chronique chez les enfants; l'amélioration de la gestion des programmes et du système de suivi; la gestion des connaissances; et la restructuration du PSP.
24. Dans le nouveau PSP, il faut prévoir de nouvelles approches interorganisations et de nouveaux partenariats pour obtenir des résultats concrets s'agissant de réduire les besoins humanitaires, de faire face à la crise climatique, d'éradiquer la malnutrition, et de mettre sur pied un système alimentaire national solide, qui fasse progresser l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes. L'aide aux migrants doit reposer sur une approche du triple lien, qui englobe l'aide humanitaire, le développement et la paix et, en cas de crise prolongée, les programmes et les projets doivent renforcer les moyens d'existence. La transposition à plus grande échelle du modèle d'alimentation scolaire décentralisé est une priorité, tout comme les interventions visant à éliminer la malnutrition chronique chez les enfants.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

25. Les résultats escomptés du PSP concordent avec les priorités du plan national de développement intitulé "*Plan de Creación de oportunidades 2021-2025*", dans lequel le Gouvernement établit cinq lignes d'action assorties de leurs objectifs respectifs, et divers plans nationaux associés. Plus précisément, le PSP contribuera à la réalisation des objectifs liés à la lutte contre: la malnutrition chronique chez les enfants, les taux de grossesse élevés des adolescentes, l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire des populations vulnérables, des personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine et des communautés d'accueil, et la vulnérabilité face aux changements climatiques. Il favorisera la participation de l'agriculture familiale aux systèmes de commercialisation durables, contribuant à améliorer l'autonomie financière des femmes. Le PSP aidera le Gouvernement à accomplir les transformations visées pour créer des systèmes alimentaires durables.
26. Pendant l'élaboration du PSP, un nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après le plan-cadre de coopération) en Équateur a été mis au point. Ce document est articulé autour de quatre priorités stratégiques: protection sociale et services sociaux de qualité; environnement et changements climatiques; égalité socioéconomique et transformation productive durable; et gestion publique et cohésion sociale. Le PAM a participé activement à l'élaboration du plan-cadre de coopération et s'est assuré de contribuer aux quatre priorités stratégiques en harmonisant le PSP avec le plan-cadre de coopération.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

27. Lors de l'élaboration du PSP, des consultations ont été menées avec le Gouvernement dans le but de définir conjointement la ligne d'action du PSP. Les effets directs et les produits escomptés du PSP ont été communiqués aux autres organismes des Nations Unies, aux donateurs, à la société civile, aux partenaires coopérants et aux bénéficiaires, notamment les femmes et les adolescents, par la voie de consultations virtuelles et en face à face favorisant l'inclusion et la diversité, qui visaient la création de synergies et la détermination des complémentarités. Pour intégrer la problématique femmes-hommes et en renforcer la prise en compte, la ligne d'action a été présentée et discutée avec des organisations de femmes et des femmes migrantes bénéficiaires. Le PAM a organisé des consultations avec des groupes représentatifs de bénéficiaires, femmes, adolescents, adultes et femmes handicapées. Il a mis l'accent sur les zones considérées comme les plus vulnérables et où les activités d'assistance et d'information menées par les pouvoirs publics étaient limitées. Des membres du personnel du PAM en poste dans les neuf bureaux auxiliaires répartis sur tout le territoire ont participé à des discussions de groupe au cours de la conception du PSP.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

28. Le PSP a été élaboré en tenant compte des priorités nationales, des problèmes et des lacunes à combler pour parvenir à éliminer la faim, et du potentiel et des points forts du PAM en tant que partenaire stratégique, selon une méthode fondée sur l'analyse d'une théorie du changement précédente. À cette fin, quatre effets directs escomptés du PSP ont été définis.

29. L'effet direct 1 du PSP a trait à l'apport de différentes formes d'assistance et de soutien aux personnes et aux communautés touchées par des catastrophes, des situations d'urgence et des crises prolongées, y compris la migration, en suivant une démarche globale qui permet de répondre à leurs besoins essentiels et de rétablir leurs moyens d'existence, tout en renforçant les capacités des personnes et des systèmes nationaux en matière d'anticipation, de prévention, de préparation, de coordination et d'intervention avant, pendant et immédiatement après les situations d'urgence. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, le PAM appuiera l'action menée par le pays pour lutter contre la malnutrition, en particulier la malnutrition chronique chez les enfants, par la voie d'interventions globales visant à faire évoluer les relations entre les sexes, centrées sur les 1 000 premiers jours de la vie, mais pas seulement. Il appuiera également le renforcement des programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle, y compris les programmes de transferts de type monétaire et d'alimentation scolaire. L'effet direct 3 du PSP vise à améliorer la résilience des personnes et des communautés vulnérables face aux changements climatiques et aux risques et chocs multidimensionnels, et à promouvoir l'inclusion socioéconomique et la durabilité des systèmes alimentaires et l'accès aux marchés pour les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs internes et externes des filières alimentaires, en tenant compte de la problématique femmes-hommes.
30. L'effet direct 4 du PSP a été conçu dans le but d'assurer la fourniture de biens et de services liés à la logistique, aux achats de vivres et aux transferts de type monétaire aux partenaires gouvernementaux et humanitaires. Il comprend une composante relative à la réalisation de diagnostics de la chaîne d'approvisionnement et une composante relative au renforcement des capacités opérationnelles des partenaires.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Compte tenu de la mobilité humaine sous toutes ses formes, les personnes en situation de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire en Équateur peuvent satisfaire leurs besoins essentiels, et créer ou renforcer leurs moyens d'existence avant, pendant et immédiatement après les situations d'urgence, les catastrophes et les crises prolongées

31. Le PAM apportera une assistance alimentaire (transferts de type monétaire – bons et espèces – ou en nature) aux personnes et aux communautés exposées à l'insécurité alimentaire, et appuiera les mesures et les alliances stratégiques qui promeuvent le renforcement de la cohésion sociale entre les personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine et les communautés d'accueil, le redressement et l'intégration socioéconomique et géographique, en collaborant avec les institutions nationales sur des dispositifs de prévention et d'atténuation des crises, et d'intervention en cas de crise, afin de veiller à ce que les personnes et les communautés ciblées puissent satisfaire leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pendant une crise et immédiatement après, et soient mieux préparées à faire face aux situations d'urgence, et à s'en relever.

Effet direct stratégique du PAM

32. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

33. Cet effet direct du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

34. Cet effet direct du PSP est en phase avec le plan national de développement – en particulier, les objectifs relatifs aux éléments suivants: la protection des familles, l'éradication de la pauvreté, de la malnutrition chronique chez les enfants et des violences sexistes, notamment dans les groupes de population ciblés en priorité, la promotion de la souveraineté et de la sécurité alimentaires pour répondre à la demande nationale, et la sensibilisation aux risques de catastrophe et le renforcement de la résilience dans tout le pays ainsi que l'apport d'un appui à cet effet.

Produits escomptés

35. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct 1 du PSP:
- Produit 1.1: Compte tenu des besoins de l'ensemble des filles, des garçons, des femmes et des hommes dans toute leur diversité, les personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine, les populations d'accueil et les Équatoriens vulnérables touchés par des situations d'urgence, des catastrophes et des crises prolongées reçoivent des transferts de type monétaire et des informations sur l'alimentation et la nutrition et accèdent au système national de protection sociale réactif face aux chocs afin de pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels, et autres besoins essentiels.
 - Produit 1.2: Les personnes touchées par des situations d'urgence, des crises et des catastrophes bénéficient d'une assistance sociale et d'une formation dans le cadre de dispositifs durables et résilients qui favorisent le redressement et la mise en place progressive de moyens d'existence solides et pérennes.
 - Produit 2.1: Avec une participation et un partage des responsabilités équitables entre les femmes et les hommes, les institutions publiques, les décideurs et les communautés renforcent leur capacité à coordonner la prévention, la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, de catastrophe et de crise prolongée, reçoivent des informations, et utilisent les résultats de la recherche et l'analyse de la vulnérabilité pour améliorer les politiques publiques fondées sur des éléments factuels et l'intensification des mesures d'anticipation, de prévention, de préparation et d'intervention.

Activités essentielles

Activité 1: En tenant compte de la problématique femmes-hommes et des questions de protection, fournir une assistance alimentaire en garantissant un accès et un contrôle équitables, et faciliter l'accès aux services pour les personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine, les communautés d'accueil et les autres Équatoriens vulnérables touchés par des catastrophes, des situations d'urgence et des crises prolongées

36. Le PAM mènera des actions d'aide humanitaire au profit des femmes, des hommes, des filles et des garçons vulnérables dans toute leur diversité – personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine, communautés d'accueil et populations touchées par des crises et des situations d'urgence de toutes sortes – sous la forme de l'apport d'une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire, en évaluant le type d'intervention selon le contexte et en assurant une intervention immédiate et efficace.
37. Des interventions pourront être réalisées partout dans le pays, en particulier dans les zones frontalières qui sont les plus exposées aux flux migratoires, et dans les régions et provinces où les plus grandes catastrophes ont été observées (zone côtière et hautes terres centrales). Les opérations seront concentrées dans les zones urbaines à forte densité de population, mais une assistance sera également apportée aux communautés des zones rurales les plus reculées qui subissent régulièrement des catastrophes.

38. Dans le cadre des interventions d'urgence, le PAM continuera de donner la priorité aux mesures en faveur des populations qui subissent des inégalités diverses et souvent croisées, notamment les filles et femmes enceintes ou allaitantes, les victimes de violences sexistes et les peuples autochtones. À cette fin, il s'attaquera aux normes sociales et sexistes généralisées au moyen d'actions et de messages promouvant une prise de décisions équitable à l'échelle des ménages et des communautés, ou encore, promouvant une alimentation saine, diversifiée et adaptée au contexte culturel, une gestion judicieuse des aliments et une bonne hygiène, entre autres.

Activité 2: Fournir une assistance technique aux institutions publiques, aux décideurs et aux communautés, et améliorer leurs capacités, en renforçant les programmes gouvernementaux de protection sociale réactifs face aux chocs, les systèmes nationaux d'anticipation et de prévention des catastrophes, de préparation et d'atténuation de leurs effets, d'intervention en cas de crise et de redressement rapide, en tenant compte de la problématique femmes-hommes et des questions de protection

39. Le PAM travaillera en coordination avec le service national de gestion des risques, les comités locaux et nationaux pour les opérations d'urgence et les communautés pour contribuer à créer et à mettre en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophe, et élaborer des mécanismes de protection sociale préventifs et réactifs face aux chocs. Il interviendra en zones urbaines et rurales, en donnant la priorité aux régions particulièrement exposées aux risques naturels et où d'autres vulnérabilités ont été décelées.

Partenariats

40. Le PAM promouvra la coordination et les synergies avec un large éventail d'acteurs, y compris plusieurs institutions publiques qui participent à l'analyse de la situation ainsi qu'à la planification et à l'exécution des interventions, en particulier les ministères de l'inclusion économique et sociale, des affaires étrangères et de la mobilité humaine, et le service national de gestion des risques. En tant que membre de l'équipe de pays pour l'action humanitaire et chef de file de différents secteurs de l'aide humanitaire, le PAM améliorera la coordination avec d'autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations communautaires et des organisations spécialisées dans la problématique femmes-hommes.

Hypothèses

41. Le PAM peut maîtriser la fragmentation institutionnelle actuelle et coopérer de manière organisée et efficace avec les différents acteurs du secteur public et de la société civile concernés. Il conserve des capacités financières et opérationnelles suffisantes pour mener des actions efficaces qui répondent aux besoins de la population cible. Il peut proposer et appliquer des solutions innovantes et durables.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

42. Le PAM est en mesure de coordonner le transfert progressif et méthodique de la responsabilité des interventions aux institutions nationales compétentes – tout en prévoyant de diminuer les contributions financières qu'il apporte à ces interventions – une fois que le traitement différencié et équitable des bénéficiaires, la direction institutionnelle et la viabilité des programmes ont été établis dans le système national de protection sociale.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les personnes vulnérables, en particulier dans les 1 000 premiers jours de leur vie, les filles et les garçons d'âge scolaire et les adolescents peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires, nutritionnels et autres besoins essentiels à tous les stades de la vie, ce qui renforce le capital humain en Équateur

43. Le PAM appuiera les efforts déployés par le Gouvernement pour réduire la malnutrition – notamment les taux très élevés de malnutrition chronique chez les enfants et la tendance croissante au surpoids et à l'obésité chez les filles et les garçons d'âge scolaire, en apportant à l'Équateur les moyens nécessaires à la réalisation de l'ODD 2: une assistance alimentaire, nutritionnelle et technique, des programmes d'alimentation scolaire, la production de connaissances et de données factuelles, et le renforcement des capacités visant à encourager l'adoption d'une approche à dimension nutritionnelle dans les politiques et les programmes de protection sociale.

Effet direct stratégique du PAM

44. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 2 du PAM (Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation).

Domaine d'action privilégié

45. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

46. Cet effet direct concorde avec le plan national de développement, en particulier les objectifs liés aux aspects suivants: promotion des programmes de protection sociale non contributifs dans les provinces présentant les taux de pauvreté et de malnutrition les plus élevés; lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, notamment la malnutrition chronique; promotion d'aliments sains et nutritifs; accès universel et inclusif à un enseignement de qualité; et extension de la couverture des services dans les zones rurales.

Produits escomptés

47. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct 2 du PSP:
- Produit 3.1: Les garçons, les filles et les adolescents bénéficient d'un programme complet d'alimentation scolaire qui consiste à fournir des produits nutritifs acquis auprès d'agriculteurs locaux, afin d'accroître les taux de poursuite des études de façon équitable, dans un système d'éducation qui promeut le développement du capital humain, l'accès à des régimes alimentaires variés, ainsi que l'inclusion et l'autonomie financière des agricultrices.
 - Produit 3.2: Les personnes vulnérables, exposées à l'insécurité alimentaire à tous les stades de la vie, et particulièrement pendant les 1 000 premiers jours, bénéficient d'un ensemble d'interventions complet et adéquat (transferts de type monétaire, et activités inclusives sur le plan socioéconomique et visant à faire évoluer les comportements et les relations entre les sexes) qui contribue à améliorer l'accès à des aliments nutritifs et leur utilisation.
 - Produit 3.3: Les institutions publiques aux niveaux national et local bénéficient d'un appui technique et opérationnel fondé sur des données factuelles, qui renforce leurs capacités de coordination, d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle à l'appui de la réduction de la malnutrition, l'accent étant mis sur la malnutrition chronique chez l'enfant.

Activités essentielles

Activité 3: Renforcer les capacités institutionnelles et mettre en place un ensemble d'interventions complet et adéquat prenant en compte la problématique femmes-hommes et les questions de protection à l'intention des filles, des garçons, des adolescents et des personnes vulnérables à tous les stades de la vie, l'accent étant mis sur les 1 000 premiers jours

48. Le PAM collaborera avec le Gouvernement pour améliorer la diversité alimentaire et les habitudes de consommation et de nutrition dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, en ciblant en priorité les filles, les garçons et les adolescents exposés à l'insécurité alimentaire et en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours de la vie, les enfants d'âge scolaire, les filles et femmes enceintes ou allaitantes, les adolescents, les parents et les autres membres de la famille participant aux soins des enfants. Ces interventions complètes conçues pour ces groupes comprennent des transferts, l'alimentation scolaire et des outils de communication dynamiques, innovants, adaptés aux spécificités culturelles et à la problématique femmes-hommes et visant à faire évoluer la société et les comportements, sur des thèmes tels que (entre autres): la nutrition, la sécurité alimentaire, les habitudes alimentaires saines, les pratiques d'hygiène, l'allaitement, la prévention des violences sexistes et la préservation des connaissances ancestrales et traditionnelles.
49. Les programmes d'alimentation scolaire privilégieront la fourniture de produits frais acquis auprès d'agriculteurs familiaux, en particulier des agricultrices, et promouvoir l'avancement et l'autonomie économique des femmes. Les mesures appliquées seront liées à l'effet direct 3 du PSP qui concerne le soutien des exploitants familiaux et la mise en place de systèmes alimentaires durables et résilients.
50. Les activités prévues comprennent le renforcement des capacités institutionnelles permettant d'améliorer les modèles de gestion dans les zones à la traîne. Des connaissances et des données factuelles seront produites en s'appuyant sur la recherche participative et en coordination avec les institutions nationales, la société civile, des organismes des Nations Unies et d'autres acteurs, afin d'apporter des éléments de dialogue et de concevoir les politiques publiques, de faciliter l'élaboration de réglementations et de protocoles, et de développer l'approche à dimension nutritionnelle des politiques et des programmes de protection sociale.

Partenariats

51. Le PAM collaborera étroitement avec les pouvoirs publics aux niveaux local et national, la société civile, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG, en fonction de leurs différents rôles dans la conduite d'activités d'assistance alimentaire et technique, la production de connaissances et de données factuelles et les programmes d'alimentation scolaire, en recherchant les synergies avec le secteur privé dans le but de remédier aux problèmes de malnutrition. Le PAM coopérera étroitement avec le secrétariat technique du projet "L'Équateur grandit sans malnutrition", les ministères de l'éducation, de l'inclusion économique et sociale, et de la santé publique et le secrétariat aux droits humains.

Hypothèses

52. Le PAM est reconnu et positionné comme un partenaire stratégique qui apporte des contributions utiles et importantes au dialogue technique et à la concertation sur les politiques et qui déploie des mesures efficaces pour remédier aux problèmes de malnutrition. Le PAM poursuit et développe ses interventions techniques et stratégiques, et ses relations avec les autres acteurs.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

53. Les interventions sont conçues et mises en œuvre de façon à faciliter la production de données factuelles permettant d'améliorer l'efficacité et la dimension nutritionnelle des programmes et des systèmes nationaux de protection et d'inclusion sociales, la progression vers l'égalité des sexes, le renforcement des capacités, et l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de transfert progressif des responsabilités qui garantit la durabilité des opérations après la clôture du projet.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: Les communautés vulnérables, les agriculteurs familiaux et les acteurs concernés des filières alimentaires en Équateur tirent profit de systèmes alimentaires plus durables, plus inclusifs et plus sains et d'une résilience renforcée face aux changements climatiques et aux autres chocs et facteurs de perturbation, tout au long de l'année

54. Pour aider l'Équateur à se préparer à affronter les incidences de la variabilité et des changements climatiques, et les autres chocs et facteurs de perturbation, et à développer des outils et des capacités pour l'établissement de systèmes alimentaires durables et inclusifs, le PAM programmera, concevra et mettra en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe, en collaboration avec les institutions locales et nationales et d'autres partenaires, et appuiera le développement et le renforcement des moyens d'existence ainsi que l'accès aux marchés au profit des agriculteurs familiaux, en particulier les femmes et les populations autochtones, en promouvant leur résilience, une nutrition saine, l'inclusion et l'autonomie économique.

Effet direct stratégique du PAM

55. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

56. Cet effet direct du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

57. L'effet direct 3 du PSP concorde avec le plan national de développement, en particulier les objectifs relatifs à la promotion de modèles de développement durable au moyen de mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, à la gestion des risques et au renforcement de la souveraineté et de la sécurité alimentaires.

Produits escomptés

58. Les quatre produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 3 du PSP:
- Produit 4.1: Les membres des communautés vulnérables, en particulier les membres des peuples et nationalités autochtones, les femmes et les jeunes, reçoivent une assistance technique, des informations, des ressources, des actifs et des services pour développer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe, promouvant la sécurité alimentaire, la nutrition et des moyens d'existence équitables, inclusifs, durables et résilients pour tous.
 - Produit 4.2: Les institutions publiques et privées aux niveaux national et local tirent profit de données factuelles sur l'adaptation aux changements climatiques, la biodiversité, les solutions fondées sur la nature et la réduction des risques de catastrophe, mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la problématique femmes-hommes et l'inclusion, qui permettent d'améliorer les politiques publiques, d'investir en priorité dans l'adaptation, de planifier et de mettre en œuvre des mesures et des services respectueux de l'environnement, et d'accroître la résilience des communautés vulnérables.

- **Produit 4.3:** Les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs des filières alimentaires bénéficient de pratiques, de ressources, d'une assistance technique et opérationnelle, d'actifs, de services, d'informations sur les marchés et d'une valeur nutritionnelle améliorée, qui contribuent à renforcer la pérennité des systèmes alimentaires et à améliorer l'accès aux marchés selon des approches de nature à transformer la société et les comportements, la problématique femmes-hommes, l'inclusion et la protection en promouvant la prise de décisions éclairée et l'autonomisation économique des productrices.
- **Produit 4.4:** Les institutions publiques et privées renforcent leur capacité à aider les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs des filières alimentaires en créant des systèmes alimentaires durables, sains, nutritifs et inclusifs et en facilitant l'accès de ces agriculteurs et acteurs aux marchés et aux programmes publics d'achats de produits alimentaires.

Activités essentielles

Activité 4: Renforcer les capacités institutionnelles et fournir une assistance technique et opérationnelle, des ressources, des actifs, des services et des informations qui permettent de soutenir plus efficacement les communautés et les agriculteurs familiaux vulnérables face aux aléas climatiques

59. Avec le concours du Gouvernement, le PAM utilisera des approches communautaires et écosystémiques pour élaborer et mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe qui soient centrées sur la problématique femmes-hommes et la sécurité alimentaire et qui promeuvent des solutions fondées sur la nature et la préservation de la biodiversité, et il s'appuiera aussi sur la diversification des moyens d'existence et fera appel à des outils et services de renforcement de la résilience, tels que les services d'information sur le climat, les services d'assurance, d'épargne et de crédit et les services énergétiques. Ces mesures seront conçues et appliquées à l'aide de méthodes participatives, en consultation directe avec les groupes cibles, en particulier les peuples et nationalités autochtones, et les agriculteurs familiaux. Des études et une cartographie seront réalisées pour effectuer des prévisions et recenser les risques en lien avec les variations de température, de précipitations et d'humidité; élaborer des plans d'action qui visent en priorité à améliorer la résilience des populations vulnérables; et renforcer les services climatologiques et les systèmes d'alerte rapide, en privilégiant les systèmes communautaires.
60. Les interventions visant l'établissement de systèmes agroalimentaires durables mettront les agriculteurs familiaux, en particulier les agricultrices, en rapport avec des marchés stables et équitables, notamment les marchés publics et privés d'achat de produits alimentaires. Les interventions du PAM viseront également la mise en place de moyens d'existence et le renforcement de ceux qui existent, en tenant compte de la situation sociale, culturelle et économique des communautés, en prônant l'équité entre les sexes dans des domaines tels que l'accès aux ressources et leur contrôle, la participation, la prise de responsabilités, la prise de décisions et le partage des tâches ménagères non rémunérées, et en promouvant l'autonomisation économique des femmes.
61. Des données factuelles seront produites pour éclairer l'élaboration de politiques et de programmes publics, une attention particulière étant portée à la l'intégration des savoirs ancestraux et traditionnels dans les connaissances scientifiques, à la systématisation des expériences, et à l'utilisation des études et de la cartographie réalisées dans le cadre de cette activité. Le PAM suit une approche fondée sur l'intégration et l'interdépendance pour renforcer les capacités des communautés et des institutions locales et nationales dans des domaines tels que la lutte contre les changements climatiques, la gestion des risques, la sécurité alimentaire et la nutrition, la diversité de l'alimentation, l'accès aux marchés, les systèmes alimentaires et la problématique femmes-hommes.

Partenariats

62. Le PAM collaborera avec le Gouvernement aux niveaux local et central, en participant notamment aux processus de gouvernance dans ses différents cadres d'intervention, et avec des ONG, des organisations locales de défense des droits des femmes, des organisations des peuples autochtones, des spécialistes, des acteurs universitaires et d'autres acteurs stratégiques présents dans les zones où il mène ses opérations.

Hypothèses

63. Le PAM est reconnu pour son rôle de chef de file et son expérience en matière d'intervention d'urgence, de changements climatiques et de gestion des risques, ainsi que pour son savoir-faire dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, des moyens d'existence et de la résilience. Il est également positionné comme un prestataire d'assistance technique qui mène des opérations et les intensifie d'une manière appropriée en Équateur.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

64. Les interventions menées au titre de l'effet direct 3 du PSP comprennent des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation qui couvrent diverses questions interdépendantes, telles que la promotion de l'égalité femmes-hommes ainsi que le processus de négociation et d'entente avec les communautés et les institutions visant l'établissement d'une stratégie de transfert des responsabilités et de retrait qui garantit la pérennité des résultats du PSP dans l'avenir.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Les institutions publiques et les partenaires multilatéraux en Équateur bénéficient de services qui facilitent une exécution efficace, transparente et efficiente de leurs opérations tout au long de l'année

65. En partenariat avec le secteur privé et la société civile, le PAM fournira des services logistiques, des produits alimentaires, des suppléments nutritionnels et des services de transferts de type monétaire aux partenaires humanitaires et aux institutions publiques, tout en renforçant leur capacité à optimiser les chaînes d'approvisionnement, afin qu'ils puissent venir en aide aux personnes et aux communautés vulnérables, exposées à l'insécurité alimentaire et souffrant de malnutrition de manière efficace et efficiente.

Effet direct stratégique du PAM

66. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 5 du PAM (Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces).

Domaine d'action privilégié

67. Cet effet direct du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

68. Cet effet direct du PSP concorde avec le plan national de développement, en particulier les objectifs relatifs aux aspects suivants: protection des familles et élimination de la pauvreté; droit à des soins de santé complets gratuits et de qualité; création de débouchés et développement du bien-être des populations dans les zones rurales, une attention particulière étant portée aux peuples et aux nationalités autochtones; gestion efficiente des dépenses publiques; et promotion de l'intégrité publique, de la transparence et de la lutte contre la corruption.

Produits escomptés

69. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 4 du PSP:
- Produit 5.1: Les services du PAM aident les institutions publiques et les partenaires humanitaires à mettre en œuvre leurs opérations liées à la chaîne d'approvisionnement.

- Produit 5.2: Les institutions publiques et les partenaires humanitaires renforcent leur capacité à exécuter les opérations liées à la chaîne d'approvisionnement de manière efficace et efficiente.

Activités essentielles

Activité 5: Fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement et d'autres services aux partenaires gouvernementaux et humanitaires, notamment la réalisation de diagnostics de la chaîne d'approvisionnement ainsi que la détermination et la documentation des lacunes, des besoins et des possibilités d'amélioration opérationnelle

70. Le PAM collaborera avec les institutions publiques et les partenaires multilatéraux concernés pour recenser les lacunes et les besoins dans leurs chaînes d'approvisionnement; il pourra ainsi effectuer des diagnostics permettant de fournir des services et un appui logistiques efficaces en matière d'achats, de logistique et de télécommunications, en complément et à l'appui des opérations des partenaires. Conformément à ses politiques et à ses objectifs, le PAM continuera d'assurer des services d'approvisionnement alimentaire à l'intention des institutions publiques et des partenaires humanitaires, en mobilisant ses capacités spéciales d'achat et de distribution de vivres pour promouvoir des régimes alimentaires nutritifs au moyen d'opérations transparentes, fiables et économiques et d'accords et de contrats régionaux et mondiaux. Il assurera également des services de transferts de type monétaire en faveur des bénéficiaires, en mettant l'accent sur la nutrition et en veillant à associer ces programmes au système national de protection sociale, au moyen d'outils tels que les contrats, les plateformes de gestion des données et les systèmes de financement institutionnels.
71. En complément de ces opérations, les capacités des partenaires humanitaires seront renforcées, en particulier dans les domaines tels que la coordination logistique, les processus et les activités opérationnels, la préparation d'opérations d'urgence visant à fournir une assistance en temps voulu, et l'optimisation des chaînes d'approvisionnement en général.

Partenariats

72. Le PAM établira des partenariats de grande ampleur en accord avec les exigences des parties intéressées, en renforçant les liens avec le secteur privé et les institutions financières, les ONG nationales et internationales, les organismes des Nations Unies et les entités publiques.

Hypothèses

73. Le PAM est un partenaire stratégique des entités publiques et des acteurs humanitaires, ainsi qu'un organisme de référence pour les opérations liées à la chaîne d'approvisionnement. Il conserve son rôle de chef de file dans le module de la logistique et renforce les synergies entre les partenaires et les organisations humanitaires, afin de trouver des solutions viables, efficaces et compétitives qui permettent de remédier aux lacunes logistiques du pays.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

74. Le PAM proposera de renforcer les capacités logistiques des partenaires humanitaires et des entités publiques, afin de remédier aux problèmes relevés lors des analyses et évaluations de la chaîne d'approvisionnement dans les domaines de la planification, des achats, de la logistique, de l'entreposage et du stockage. Un plan d'action multisectoriel pour les interventions d'urgence encadrera le transfert des capacités aux institutions nationales et encouragera la coordination logistique.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

75. L'effet direct 1 du PSP donne la priorité aux migrants (qu'ils souhaitent s'installer ou soient en transit), aux Colombiens (qui demandent le statut de réfugié), aux communautés d'accueil, et aux populations touchées par des crises, des situations d'urgence ou des catastrophes (y compris la pandémie de COVID-19), une attention particulière étant accordée aux filles et femmes enceintes ou allaitantes, aux ménages avec des enfants non accompagnés, aux adolescents, aux personnes handicapées ou souffrant de maladies chroniques, aux personnes âgées, aux personnes LGBTI+ et aux femmes victimes de la traite ou de violences. Au titre de cet effet direct, le PAM viendra globalement en aide à 515 888 personnes dans les communautés de migrants et les communautés d'accueil et à 1 940 Équatoriens vulnérables vivant en zone urbaine, périurbaine ou rurale, le nombre annuel de bénéficiaires devant diminuer avec le déclin progressif des flux migratoires. Par ailleurs, 2 341 personnes, à savoir les employés des institutions publiques chargés de l'anticipation, de la prévention, de la préparation, de la coordination et des interventions organisées en cas de situation d'urgence et de catastrophe, ainsi que certains membres des communautés, recevront un appui en matière de renforcement des capacités.
76. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, les enfants d'âge scolaire et les adolescents vivant dans les zones rurales, les filles et femmes enceintes ou allaitantes, et les enfants de moins de 2 ans recevront une assistance pour améliorer leur accès à des aliments sains et nutritifs, lutter contre la malnutrition chronique chez les enfants, et encourager la poursuite des études, avec un nombre de bénéficiaires qui devrait augmenter chaque année selon les prévisions, jusqu'à atteindre au total 76 830 personnes au cours de la période de mise en œuvre du PSP. Les activités menées au titre de cet effet direct seront coordonnées et organisées avec les institutions locales et nationales.
77. L'effet direct 3 du PSP donne la priorité aux familles et aux communautés vulnérables vivant en zone rurale, exposées aux risques inhérents aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire ou qui en souffrent, et aux agriculteurs familiaux dans les zones où la couverture de la protection sociale est en voie d'extension, en particulier pour soutenir les agricultrices, les jeunes et les populations autochtones. Les interventions menées au titre de cet effet direct viseront à renforcer la résilience des bénéficiaires et l'accès aux marchés institutionnels et autres, avec un nombre de bénéficiaires qui devrait augmenter chaque année, jusqu'à atteindre au total 80 490 personnes au cours de la période de mise en œuvre du PSP.
78. Au titre de l'effet direct 4 du PSP, les institutions locales et nationales et les partenaires humanitaires mettront à profit les accords et les alliances établis avec le PAM concernant la fourniture de services logistiques, les achats, le diagnostic de la chaîne d'approvisionnement, les opérations améliorées, et le renforcement des capacités pour 176 personnes, l'ensemble visant à optimiser leurs interventions.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES ANNÉES CONFONDUES)								
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1	Filles	18 014	13 557	10 151	7 452	4 925	54 099
		Garçons	19 223	14 621	10 949	8 132	5 431	58 356
		Femmes	50 768	40 129	31 956	23 823	15 999	162 675
		Hommes	49 446	38 902	28 648	22 447	16 255	155 698
		Total	137 451	107 209	81 704	61 854	42 610	430 828
2	3	Filles	5 830	11 660	17 490	17 490	17 490	69 960
		Garçons	5 170	10 340	15 510	15 510	15 510	62 040
		Femmes	3 000	3 000	3 000	3 500	3 500	9 600
		Hommes						
		Total	14 000	25 000	36 000	36 500	36 500	141 600
3	4	Filles	-	-	-	-	-	-
		Garçons	-	-	-	-	-	-
		Femmes	16 518	28 150	30 190	36 240	36 240	36 240
		Hommes	16 706	29 150	36 190	44 250	44 250	44 250
		Total (indirects)	33 224	57 300	66 380	80 490	80 490	80 490
Total directs (hors chevauchement)			151 451	132 209	117 704	98 354	79 110	572 428
Total indirects			33 224	57 300	66 380	80 490	80 490	80 490

4.2 Transferts

79. Le PAM déterminera les modalités d'assistance à utiliser - produits alimentaires ou transferts de type monétaire (bons ou espèces), une conjugaison des deux ou des transferts à usages multiples - en étroite concertation avec la population des bénéficiaires et les partenaires, en analysant le contexte dans les zones d'intervention, et en fonction de la disponibilité de fournisseurs et de l'efficacité des diverses modalités de transfert sur le plan nutritionnel. Les femmes et les hommes seront bénéficiaires à parts égales. Les outils de ciblage, d'enregistrement des bénéficiaires et de suivi seront choisis en tenant compte du contexte, du type d'intervention et de la période de mise en œuvre. Pour l'assistance fondée sur les transferts de type monétaire, les systèmes et plateformes institutionnels seront employés, notamment l'outil de collecte de données et de ciblage MoDa (acquisition de données opérationnelles par voie mobile), la plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE) et l'outil de visualisation des données Tableau. Pour réduire les délais d'intervention, le PAM continuera d'encourager les travaux interinstitutions en assurant l'interopérabilité entre sa plateforme SCOPE et le système d'enregistrement mondial des profils proGres du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Pour fournir une assistance alimentaire en nature ou une assistance fondée sur des actifs, des outils qui respectent les normes internes de protection des données et de sécurité seront mis au point localement.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

80. Le PAM intervient en Équateur depuis 1964 et a une alliance stratégique avec le Gouvernement depuis 1969, qui a été ratifiée en 1998. Ses neuf bureaux auxiliaires sont judicieusement situés dans les provinces frontalières du sud et du nord, les provinces côtières et les hautes terres centrales, et le principal bureau de pays se trouve à Quito. Ce bureau de pays dispose d'un personnel technique spécialisé dans la problématique femmes-hommes, la protection, la sécurité, la nutrition, les changements climatiques, le suivi et l'évaluation, la gestion des données et les interventions d'urgence. Il continuera de renforcer son capital humain²⁶ pour garantir une gestion efficace des activités du PSP et soutenir les priorités du Gouvernement relatives à la réalisation de l'ODD 2.

4.4 Partenariats

81. Le PAM continuera de consulter régulièrement le Gouvernement et collaborera avec les ministères de l'inclusion économique et sociale, de l'éducation, de la santé publique, et de l'agriculture, le Vice-Ministère de la mobilité humaine, le service national de gestion des risques et des urgences, le secrétariat technique du projet "L'Équateur grandit sans malnutrition", et le secrétariat aux droits humains. Il promouvra la complémentarité et les synergies pour atteindre les résultats du plan-cadre de coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en participant activement à divers groupes interorganisations (mobilité humaine, malnutrition, grossesses adolescentes, vaccination, logistique, opérations conjointes et communications). Pour faciliter la transition stratégique favorisant un changement porteur de transformations dans la gestion des fonctions administratives et des services communs, le PAM améliorera ses partenariats existants dans la mise en œuvre du processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement.

82. En ce qui concerne ses opérations, le PAM collaborera avec ses partenaires coopérants, les communautés démunies, les populations autochtones, les personnes handicapées, la société civile, les ONG locales et internationales (y compris les organisations de femmes et celles visant à prévenir les violences sexistes et à sensibiliser au problème), les universités et les partenaires humanitaires. Le PAM place l'élargissement du portefeuille de ses donateurs au rang des priorités et il entend développer ses alliances avec les collectivités locales et le secteur privé, entre autres entités. Il renforcera ses partenariats avec des acteurs clés de la région et d'ailleurs, en vue d'intensifier la coopération Sud-Sud avec les institutions publiques dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'innovation en matière de nutrition, de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, et de la gestion des crises et des secours d'urgence.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

83. En accord avec les constatations issues de l'évaluation du PSP, une stratégie de suivi et d'évaluation sera élaborée en tenant compte de la problématique femmes-hommes, conformément aux normes internes du PAM; l'accent sera mis sur la mesure des indicateurs transversaux, des effets directs, des produits, des processus et des contributions aux ODD, la production de données factuelles, ainsi que les exigences de transparence et l'obligation redditionnelle, les données et les informations de suivi étant ventilées par sexe, âge, handicap et tout autre marqueur d'identité pertinent.

²⁶ Un exercice stratégique de planification des effectifs sera effectué en vue de répertorier les compétences et les profils nécessaires pour obtenir les résultats escomptés du PSP.

84. Un plan de suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes sera élaboré chaque année, assorti d'un budget et de la description de la méthode (plan d'échantillonnage, couverture géographique, etc.) et des outils à utiliser pour les processus de collecte et de suivi de données de référence, et d'examen et d'évaluation. Selon le type d'intervention, des indicateurs d'effet direct et de produit seront sélectionnés, en lien avec le plan-cadre de coopération et les objectifs du Programme 2030. Le PAM promouvra l'élaboration de plans de suivi et d'évaluation conjoints avec d'autres organismes, le Gouvernement et les partenaires locaux. Les données seront communiquées sur des plateformes internes du PAM ou de partenaires (tels que le portail UN INFO et le groupe de travail sur les réfugiés et les migrants en Équateur). Les données seront recueillies conformément à la politique relative à la protection des données²⁷.
85. Le PSP fera l'objet d'une évaluation indépendante qui sera menée par le Bureau de l'évaluation en 2026. Celle-ci permettra de satisfaire à l'obligation de rendre compte de la performance et des résultats de l'ensemble du portefeuille de pays du PAM et d'éclairer l'orientation des futurs programmes stratégiques. Le PAM produira également des rapports annuels sur la mise en œuvre et un examen à mi-parcours.
86. Le bureau de pays planifiera et budgétisera les activités de suivi, d'évaluation et d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, ajustées au contexte dans chaque zone géographique, et veillera à assurer la disponibilité des ressources nécessaires.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

87. Toute modification apportée aux priorités et aux stratégies du Gouvernement sur des questions relatives au PSP, ou bien un taux de rotation élevé du personnel des équipes administratives et techniques des institutions publiques, pourrait compromettre le bon déroulement des opérations et des interventions planifiées. Le PAM travaillera étroitement avec les autorités pour élaborer des stratégies à long terme et mettre en œuvre des plans annuels.
88. Les inégalités entre les femmes et les hommes se répercutent sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence, et constituent un obstacle à la réalisation de l'ODD 2; par conséquent, une approche tenant compte de la problématique femmes-hommes sera intégrée à chaque étape des interventions planifiées (formulation, établissement des priorités, développement des capacités, sélection d'indicateurs et suivi) en vue d'assurer la participation équitable et efficace des femmes et des hommes, et de promouvoir l'autonomie économique et sociale des femmes et un partage équitable des rôles dans les prises de décisions et les travaux domestiques non rémunérés au sein des ménages et des communautés.
89. L'intensification des flux migratoires tout comme la survenue de phénomènes météorologiques extrêmes ou de catastrophes peuvent exiger des interventions nécessitant des capacités techniques supérieures à celles du PAM et des partenaires locaux, ce qui aurait des incidences sur la planification et la mise en œuvre des activités. Des plans d'atténuation et des plans d'urgence fondés sur divers scénarios seront élaborés en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux et d'autres parties prenantes.

²⁷ Une évaluation décentralisée du projet du Fonds pour l'adaptation sera conduite en 2023 dans le cadre des travaux de production de données factuelles.

90. Le manque d'intérêt et la modification des priorités chez les donateurs peuvent se répercuter sur les ressources financières disponibles pour obtenir les résultats proposés. Le PAM collaborera avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des partenaires coopérants et des organisations humanitaires pour diversifier son portefeuille de donateurs et intégrer le secteur privé dans les acteurs du changement.

Risques opérationnels

91. L'utilisation de plateformes bancaires pour les transferts de type monétaire, l'insécurité et la fermeture des frontières, le manque de fournisseurs locaux et la longueur des délais contractuels, la bureaucratisation des processus et le transfert des données vers de nouveaux systèmes sont susceptibles d'entraver la mise en œuvre des activités, c'est pourquoi des plans d'atténuation et des plans d'urgence seront élaborés en tenant compte de la situation locale et des autres solutions possibles.
92. Le PAM encouragera l'utilisation et le renforcement des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information des bénéficiaires (mécanismes communautaires de remontée de l'information), en s'appuyant notamment sur des campagnes de lutte contre la fraude, certaines dispositions énoncées dans la politique en matière de problématique femmes-hommes et l'adoption d'une politique de la tolérance zéro pour les affaires d'exploitation et d'atteintes sexuelles, conformément aux directives institutionnelles.

Risques fiduciaires

93. Pour les opérations du PAM en Équateur, en particulier celles relatives aux transferts de type monétaire ou aux transferts de vivres ou à la fourniture de biens et de services, il existe des risques de fraude, de corruption ou de non-respect des obligations déontologiques et des normes de conduite. Le PAM renforcera les contrôles de suivi, en appliquant les réglementations et en utilisant les outils institutionnels pour enregistrer et gérer les données relatives aux bénéficiaires, dans le respect des critères de confidentialité et de protection de données; en outre, il dispensera régulièrement au personnel et aux partenaires coopérants des formations adaptées sur ses politiques et ses directives institutionnelles, et définira clairement la répartition des responsabilités et la structure hiérarchique, mettra l'accent sur la gestion des flux de travail, et établira un système d'information et de communication interne efficace.

Risques financiers

94. La forte instabilité des prix des denrées alimentaires et des carburants a des incidences directes sur la valeur de l'assistance fournie par le PAM et le pouvoir d'achat des bénéficiaires. Les prix seront surveillés, et le coût d'un assortiment alimentaire de base, l'inflation et les taux de change seront analysés pour favoriser une prise de décisions rapide.

5.3 Garanties sociales et environnementales

95. Conformément au cadre du PAM pour la durabilité sociale et environnementale, avant d'être mises en œuvre, toutes les activités du PSP seront analysées sous l'angle des risques sociaux et environnementaux à l'aide de l'outil d'analyse interne conçu à cet effet, afin que les activités des programmes n'aient pas d'incidence préjudiciable imprévue sur le plan humain ou écologique. Des plans de gestion sociale et environnementale seront élaborés, si nécessaire, en fonction des résultats de l'analyse.
96. Le PAM continuera également de mettre en œuvre un système de gestion environnementale qui mesure, gère et réduit systématiquement l'impact environnemental des opérations d'appui. Des évaluations environnementales seront menées dans les locaux du PAM, afin de déterminer les améliorations possibles dans les domaines prioritaires que sont l'efficacité énergétique et la décarbonisation, la gestion des déchets et de l'eau, les achats responsables, la limitation des déplacements et des transports aériens, et la formation et la sensibilisation du personnel.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

97. Le budget du portefeuille de pays pour le PSP est de 144 353 752 dollars pour une période de cinq ans. Ce montant couvre les besoins liés aux priorités transversales dans les domaines suivants: l'accès à la nourriture pour les personnes touchées par une crise, y compris les personnes concernées par une forme ou l'autre de mobilité humaine et les personnes autochtones; le renforcement du système national de protection sociale, notamment le programme d'alimentation scolaire, grâce à l'adoption d'une approche fondée sur le cycle de vie; la durabilité environnementale et la résilience face aux changements climatiques; et l'intégration d'activités de nutrition qui contribuent à sauver des vies et à changer la vie. Dans toutes les activités, des fonds adéquats ont été affectés aux actions menées pour parvenir à l'égalité femmes-hommes et à l'avancement des femmes. La ventilation du budget montre que 54 pour cent des ressources ont été affectées aux interventions menées face à une crise au titre de l'effet direct 1 du PSP, 25 pour cent aux causes profondes au titre de l'effet direct 2 du PSP, et 21 pour cent au renforcement de la résilience, au titre des effets directs 3 et 4 du PSP. Les prévisions se fondent sur les besoins de financement estimés et les bénéficiaires ciblés.

Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1	20 730 241	16 795 141	13 663 521	11 151 081	8 954 129	71 294 113
	2	1 254 238	1 232 713	1 248 449	1 271 027	1 307 230	6 313 656
2	3	5 892 338	7 023 989	8 204 749	7 468 965	8 007 333	36 597 375
3	4	5 292 734	4 888 559	3 695 372	3 931 039	3 772 695	21 580 399
4	5	1 541 074	1 702 484	1 076 787	2 428 521	1 819 343	8 568 209
Total		34 710 625	31 642 885	27 888 878	26 250 633	23 860 730	144 353 752

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

98. Il est supposé que les flux migratoires diminueront progressivement et que l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la population s'atténuera. Les projections pour 2023 fondées sur une analyse des tendances indiquent une diminution du nombre de migrants arrivant dans le pays, d'après les données recueillies en 2022 aux points de passage de la frontière par les groupes de travail nationaux sur les migrants et les réfugiés. L'évolution des ressources allouées aux interventions déployées en réponse à la crise migratoire et à l'impact socioéconomique de la pandémie est basée sur des prévisions de 2022, qui sont nettement inférieures à celles des années précédentes. Le portefeuille des donateurs devrait être diversifié en vue de prévenir l'interruption de l'assistance humanitaire. Bien que les besoins des migrants et des réfugiés, en particulier de ceux originaires du Venezuela, demeurent considérables, l'attention et l'intérêt que les donateurs internationaux portent au financement des mesures à prendre face à la crise diminuent. Le bureau de pays préfère donc établir un plan plus ciblé axé sur les populations en situation d'insécurité alimentaire grave. S'agissant des communautés d'accueil, il importe de souligner que même si l'Équateur est exposé aux aléas naturels, le PAM préfère maintenir une ligne d'intervention consacrée aux situations d'urgence qui touchent les populations de migrants et de réfugiés, de façon à permettre une intervention plus directe pour répondre aux besoins liés à la migration si

nécessaire. Enfin, tout en mettant l'accent sur les populations de migrants et en tenant compte de la façon dont nombre d'activités en rapport avec les communautés d'accueil visent à s'attaquer aux causes profondes de certains problèmes en Équateur (retard de croissance et double fardeau de la malnutrition, par exemple), le PAM donne la priorité à l'effet direct 2 du PSP.

99. Les perspectives de ressources relatives aux causes profondes montrent que les autorités locales et nationales ainsi que le secteur privé pourront apporter leurs contributions. S'agissant du renforcement de la résilience, une contribution préaffectée couvrira les deux premières années, permettant de poursuivre l'application des mesures de lutte contre les aléas climatiques et l'insécurité alimentaire.
100. La stratégie de mobilisation pour le PSP prévoit la coordination de la complémentarité entre des partenaires issus de secteurs multiples, ce qui permettra d'intervenir efficacement et montrera l'importance que revêt l'établissement de solides synergies avec les partenaires susceptibles de s'allier au PAM pour atteindre des objectifs communs.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'ÉQUATEUR (2023-2027)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD 2: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Compte tenu de la mobilité humaine sous toutes ses formes, les personnes en situation de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire en Équateur peuvent satisfaire leurs besoins essentiels, et créer ou renforcer leurs moyens d'existence avant, pendant et immédiatement après les situations d'urgence, les catastrophes et les crises prolongées

Effet direct stratégique 1: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Le PAM a besoin en permanence du soutien des donateurs. Les partenaires sont dotés de capacités suffisantes et respectent les procédures de distribution. Les objectifs et les priorités définis dans les politiques publiques demeurent inchangés.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

1. En prenant en compte la problématique femmes-hommes et les questions de protection, fournir une assistance alimentaire en garantissant un accès et une maîtrise équitables, et faciliter l'accès aux services pour les personnes en situation de mobilité, les communautés d'accueil et les autres Équatoriens vulnérables touchés par des catastrophes, des situations d'urgence et des crises prolongées (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

1.2 Les personnes touchées par des situations d'urgence, des crises et des catastrophes bénéficient d'une assistance sociale et d'une formation dans le cadre de dispositifs durables et résilients qui favorisent le redressement et la mise en place progressive de moyens d'existence solides et pérennes (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.2 Les personnes touchées par des situations d'urgence, des crises et des catastrophes bénéficient d'une assistance sociale et d'une formation dans le cadre de dispositifs durables et résilients qui favorisent le redressement et la mise en place progressive de moyens d'existence solides et pérennes (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.2 Les personnes touchées par des situations d'urgence, des crises et des catastrophes bénéficient d'une assistance sociale et d'une formation dans le cadre de dispositifs durables et résilients qui favorisent le redressement et la mise en place progressive de moyens d'existence solides et pérennes (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1 Compte tenu des besoins de l'ensemble des filles, des garçons, des femmes et des hommes dans toute leur diversité, les personnes concernées par une forme au l'autre de mobilité humaine, les populations d'accueil et les Équatoriens vulnérables touchés par des situations d'urgence, des catastrophes et des crises prolongées reçoivent des transferts de type monétaire et des informations sur l'alimentation et la nutrition et accèdent au système national de protection sociale réactif face aux chocs afin de pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels, et autres besoins essentiels (Catégorie de produit A: Ressources transférées, Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1 Compte tenu des besoins de l'ensemble des filles, des garçons, des femmes et des hommes dans toute leur diversité, les personnes concernées par une forme au l'autre de mobilité humaine, les populations d'accueil et les Équatoriens vulnérables touchés par des situations d'urgence, des catastrophes et des crises prolongées reçoivent des transferts de type monétaire et des informations sur l'alimentation et la nutrition et accèdent au système national de protection sociale réactif face aux chocs afin de pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels, et autres besoins essentiels (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

2. Fournir une assistance technique aux institutions publiques, aux décideurs et aux communautés, et améliorer leurs capacités, en renforçant les programmes gouvernementaux de protection sociale réactifs face aux chocs, les systèmes nationaux d'anticipation et de prévention des catastrophes, de préparation et d'atténuation de leurs effets, d'intervention en cas de crise et de redressement rapide, en tenant compte de la problématique femmes-hommes et des questions de protection (1.1: Préparation aux situations d'urgence et action immédiate)

2.1 Avec une participation et un partage des responsabilités équitables entre les femmes et les hommes, les institutions publiques, les décideurs et les communautés renforcent leur capacité à coordonner la prévention, la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, de catastrophe et de crise prolongée, reçoivent des informations, et utilisent les résultats de la recherche et l'analyse de la vulnérabilité pour améliorer les politiques publiques fondées sur des éléments factuels et l'intensification des mesures d'anticipation, de prévention, de préparation et d'intervention (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

Cible 2 de l'ODD 2: Élimination de la malnutrition

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les personnes vulnérables, en particulier dans les 1 000 premiers jours de leur vie, les filles et les garçons d'âge scolaire et les adolescents peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires, nutritionnels et autres besoins essentiels à tous les stades de la vie, ce qui renforce le capital humain en Équateur

Effet direct stratégique 2: Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Le Gouvernement met en œuvre des projets de lutte contre la malnutrition.

Indicateurs d'effet direct

Variation annuelle du taux de scolarisation

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Nombre d'interventions complémentaires en faveur de la santé et de la nutrition à l'école que le PAM mène parallèlement à ses activités d'alimentation scolaire

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Activités et produits

3. Renforcer les capacités institutionnelles et mettre en place un ensemble d'interventions complet et adéquat prenant en compte la problématique femmes-hommes et les questions de protection à l'intention des filles, des garçons, des adolescents et des personnes vulnérables à tous les stades de la vie, l'accent étant mis sur les 1 000 premiers jours (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

3.1 Les garçons, les filles et les adolescents bénéficient d'un programme complet d'alimentation scolaire qui consiste à fournir des produits nutritifs acquis auprès d'agriculteurs locaux, afin d'accroître les taux de poursuite des études de façon équitable, dans un système d'éducation qui promeut le développement du capital humain, l'accès à des régimes alimentaires variés, ainsi que l'inclusion et l'autonomie financière des agricultrices (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

3.1 Les garçons, les filles et les adolescents bénéficient d'un programme complet d'alimentation scolaire qui consiste à fournir des produits nutritifs acquis auprès d'agriculteurs locaux, afin d'accroître les taux de poursuite des études de façon équitable, dans un système d'éducation qui promeut le développement du capital humain, l'accès à des régimes alimentaires variés, ainsi que l'inclusion et l'autonomie financière des agricultrices (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

3.1 Les garçons, les filles et les adolescents bénéficient d'un programme complet d'alimentation scolaire qui consiste à fournir des produits nutritifs acquis auprès d'agriculteurs locaux, afin d'accroître les taux de poursuite des études de façon équitable, dans un système d'éducation qui promeut le développement du capital humain, l'accès à des régimes alimentaires variés, ainsi que l'inclusion et l'autonomie financière des agricultrices (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

3.3 Les institutions publiques aux niveaux national et local bénéficient d'un appui technique et opérationnel fondé sur des données factuelles, qui renforce leurs capacités de coordination, d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle à l'appui de la réduction de la malnutrition, l'accent étant mis sur la malnutrition chronique chez l'enfant (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

3.2 Les personnes vulnérables, exposées à l'insécurité alimentaire à tous les stades de la vie, et particulièrement pendant les 1 000 premiers jours, bénéficient d'un ensemble d'interventions complet et adéquat (transferts de type monétaire, et activités inclusives sur le plan socioéconomique et visant à faire évoluer les comportements et les relations entre les sexes) qui contribue à améliorer l'accès à des aliments nutritifs et leur utilisation (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires)

3.2 Les personnes vulnérables, exposées à l'insécurité alimentaire à tous les stades de la vie, et particulièrement pendant les 1 000 premiers jours, bénéficient d'un ensemble d'interventions complet et adéquat (transferts de type monétaire, et activités inclusives sur le plan socioéconomique et visant à faire évoluer les comportements et les relations entre les sexes) qui contribue à améliorer l'accès à des aliments nutritifs et leur utilisation (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires)

3.2 Les personnes vulnérables, exposées à l'insécurité alimentaire à tous les stades de la vie, et particulièrement pendant les 1 000 premiers jours, bénéficient d'un ensemble d'interventions complet et adéquat (transferts de type monétaire, et activités inclusives sur le plan socioéconomique et visant à faire évoluer les comportements et les relations entre les sexes) qui contribue à améliorer l'accès à des aliments nutritifs et leur utilisation (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires)

Cible 4 de l'ODD 2: Système alimentaire durable

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: Les communautés vulnérables, les agriculteurs familiaux et les acteurs concernés des filières alimentaires en Équateur tirent profit de systèmes alimentaires plus durables, plus inclusifs et plus sains et d'une résilience renforcée face aux changements climatiques et aux autres chocs et facteurs de perturbation, tout au long de l'année

Effet direct stratégique 3: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les communautés s'emploient activement à mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques avec l'aide de partenaires gouvernementaux qui assurent également le suivi.

Indicateurs d'effet direct

Score de consommation alimentaire

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de regroupements de producteurs appuyés par le PAM

Pourcentage de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration des moyens d'existence

Proportion des communautés ciblées dont la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

4. Renforcer les capacités institutionnelles et fournir une assistance technique et opérationnelle, des ressources, des actifs, des services et des informations qui permettent de soutenir plus efficacement les communautés et les agriculteurs familiaux vulnérables face aux aléas climatiques (1.9: Mesures de protection contre les chocs climatiques)

4.3 Les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs des filières alimentaires bénéficient de pratiques, de ressources, d'une assistance technique et opérationnelle, d'actifs, de services, d'informations sur les marchés et d'une valeur nutritionnelle améliorée, qui contribuent à renforcer la pérennité des systèmes alimentaires et à améliorer l'accès aux marchés selon des approches de nature à transformer la société et les comportements, la problématique femmes-hommes, l'inclusion et la protection en promouvant la prise de décisions éclairée et l'autonomisation économique des productrices (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.3 Les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs des filières alimentaires bénéficient de pratiques, de ressources, d'une assistance technique et opérationnelle, d'actifs, de services, d'informations sur les marchés et d'une valeur nutritionnelle améliorée, qui contribuent à renforcer la pérennité des systèmes alimentaires et à améliorer l'accès aux marchés selon des approches de nature à transformer la société et les comportements, la problématique femmes-hommes, l'inclusion et la protection en promouvant la prise de décisions éclairée et l'autonomisation économique des productrices (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.3 Les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs des filières alimentaires bénéficient de pratiques, de ressources, d'une assistance technique et opérationnelle, d'actifs, de services, d'informations sur les marchés et d'une valeur nutritionnelle améliorée, qui contribuent à renforcer la pérennité des systèmes alimentaires et à améliorer l'accès aux marchés selon des approches de nature à transformer la société et les comportements, la problématique femmes-hommes, l'inclusion et la protection en promouvant la prise de décisions éclairée et l'autonomisation économique des productrices (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4.1 Les membres des communautés vulnérables, en particulier les membres des peuples et nationalités autochtones, les femmes et les jeunes, reçoivent une assistance technique, des informations, des ressources, des actifs et des services pour développer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe, promouvant la sécurité alimentaire, la nutrition et des moyens d'existence équitables, inclusifs, durables et résilients pour tous (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.1 Les membres des communautés vulnérables, en particulier les membres des peuples et nationalités autochtones, les femmes et les jeunes, reçoivent une assistance technique, des informations, des ressources, des actifs et des services pour développer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe, promouvant la sécurité alimentaire, la nutrition et des moyens d'existence équitables, inclusifs, durables et résilients pour tous (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.1 Les membres des communautés vulnérables, en particulier les membres des peuples et nationalités autochtones, les femmes et les jeunes, reçoivent une assistance technique, des informations, des ressources, des actifs et des services pour développer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe, promouvant la sécurité alimentaire, la nutrition et des moyens d'existence équitables, inclusifs, durables et résilients pour tous (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.2 Les institutions publiques et privées aux niveaux national et local tirent profit de données factuelles sur l'adaptation aux changements climatiques, la biodiversité, les solutions fondées sur la nature et la réduction des risques de catastrophe, mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la problématique femmes-hommes et l'inclusion, qui permettent d'améliorer les politiques publiques, d'investir en priorité dans l'adaptation, de planifier et de mettre en œuvre des mesures et des services respectueux de l'environnement, et d'accroître la résilience des communautés vulnérables (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.4 Les institutions publiques et privées renforcent leur capacité à aider les agriculteurs familiaux et d'autres acteurs des filières alimentaires en créant des systèmes alimentaires durables, sains, nutritifs et inclusifs et en facilitant l'accès de ces agriculteurs et acteurs aux marchés et aux programmes publics d'achats de produits alimentaires (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 16 de l'ODD 17: Partenariats mondiaux

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Les institutions publiques et les partenaires multilatéraux en Équateur bénéficient de services qui facilitent une exécution efficace, transparente et efficiente de leurs opérations tout au long de l'année

Effet direct stratégique 5: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèse

Le Gouvernement central et les collectivités locales demandent au PAM de fournir un appui et des services pour la mise en œuvre des projets et des programmes.

Indicateur d'effet direct

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

Activités et produits**5. Fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement et d'autres services aux partenaires gouvernementaux et humanitaires, notamment la réalisation de diagnostics de la chaîne d'approvisionnement ainsi que la détermination et la documentation des lacunes, des besoins et des possibilités d'amélioration opérationnelle (2.4: Services à la demande)**

5.1 Les services du PAM aident les institutions publiques et les partenaires humanitaires à mettre en œuvre leurs opérations liées à la chaîne d'approvisionnement (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

5.2 Les institutions publiques et les partenaires humanitaires renforcent leur capacité à exécuter les opérations liées à la chaîne d'approvisionnement de manière efficace et efficiente (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

ODD 2: Faim zéro

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.3: Pourcentage de bureaux de pays dotés d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition

Indicateurs transversaux

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

ANNEXE II

RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ									
	Effet direct 1 du PSP							Effet direct 2 du PSP	
	Activité 1*							Activité 3	
Type de bénéficiaires	Réfugiés (parvenus à leur destination finale)	Réfugiés et personnes déplacées (en transit)	Réfugiés (en transit, abris et cantines)	Réfugiés (en transit)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (migrantes)	Personnes touchées par un choc	Personnes touchées par un choc	Alimentation scolaire – garçons et filles	Filles et femmes enceintes ou allaitantes
Modalité	Transferts de type monétaire/ espèces	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire/ espèces	Transferts de type monétaire/ espèces	Transferts de type monétaire/ espèces	Transferts de type monétaire/ espèces	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire/ espèces	Transferts de type monétaire/ espèces
Céréales	-	-	-	-	-	-	-	180	360
Légumes secs, céréales et fruits à coque	-	947,25	-	-	-	-	945,14	167,5	335
Huile	-	-	-	-	-	-	300	442,5	885
Sel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	400
Super Cereal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande, poisson et œufs	-	336,6	-	-	-	-	93,58	152,5	305
Produits laitiers	-	750	-	-	-	-	64,83	32	64
Fruits	-	445,5	-	-	-	-	-	135	270
Épices et autres (eau)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total kcal/jour	1 210	2 479,35	2 100	2 100	1 971	1 210	1 403,55	1 050	2 100

RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ									
	Effet direct 1 du PSP							Effet direct 2 du PSP	
	Activité 1*							Activité 3	
Type de bénéficiaires	Réfugiés (parvenus à leur destination finale)	Réfugiés et personnes déplacées (en transit)	Réfugiés (en transit, abris et cantines)	Réfugiés (en transit)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (migrantes)	Personnes touchées par un choc	Personnes touchées par un choc	Alimentation scolaire – garçons et filles	Filles et femmes enceintes ou allaitantes
Modalité	Transferts de type monétaire/espèces	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire/espèces	Transferts de type monétaire/espèces	Transferts de type monétaire/espèces	Transferts de type monétaire/espèces	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire/espèces	Transferts de type monétaire/espèces
% de kcal d'origine protéique	-	4	-	-	-	-	4	6	12
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	1	6,4	2	5	2,5	1	1,1	0,56	2
Nombre de jours d'alimentation/an	180	1	7	5	270	60	30	20	30

* Les rations pour l'activité 1 cibleront deux groupes: les migrants en transit, dont les rations couvriront l'apport calorique d'une journée; et les personnes touchées par un choc, dont les rations couvriront les besoins alimentaires pour un mois.

ANNEXE III

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	–	–
Légumes secs	–	–
Huile et matières grasses	–	–
Aliments composés et mélanges	–	–
Autres	492	1 130 600
Total (produits alimentaires)	492	1 130 600
Transferts de type monétaire		67 067 340
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	492	68 197 940

ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>)					
	Cible 1 de l'ODD 2 Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 2 de l'ODD 2 Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 4 de l'ODD 2 Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 16 de l'ODD 17 Effet direct stratégique 5 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	64 310 112	29 869 833	15 647 232	6 724 518	116 551 695
Mise en œuvre	3 311 173	1 863 108	3 122 486	1 182 625	9 479 392
Coûts d'appui directs ajustés	5 249 860	2 630 791	1 493 567	661 066	10 035 284
Total partiel	72 871 145	34 363 732	20 263 285	8 568 209	136 066 371
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	4 736 624	2 233 643	1 317 114	-	8 287 381
Total	77 607 770	36 597 375	21 580 399	8 568 209	144 353 752

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDH	indice de développement humain
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts